PENSER LE TRANSPORT AUTREMENT

Pour un schéma national de mobilité durable, finançable à horizon de 20 ans

(hors Ile de France)

Septembre 2008

Association TDIE

La contribution de TDIE

- ✓ **Nous fédérons** la plus grande partie des acteurs de la mobilité, gestionnaires de réseaux, opérateurs et transporteurs, professionnels des infrastructures, collectivités territoriales…
- ✓ **Nous prenons en compte** les exigences sociétales d'une mobilité pour tous et du développement durable, ainsi que les évolutions récentes : décentralisation, coût de l'énergie…
- ✓ **Nous promouvons et demandons** une politique des transports sur le long terme, globale et finançable, qui évite l'écueil des listes de projets

↓

Un schéma national de mobilité durable

Enjeux et conditions d'une mobilité durable

- ✓ **Maîtriser la mobilité** par un meilleur aménagement du territoire
- ✓ Pour limiter les consommations d'énergie et les émissions de CO2, **promouvoir des technologies novatrices et des transports mieux intégrés**
- ✓ **Développer à grande échelle des transports collectifs intermodaux** (TC régionaux conventionnés : TER, transports urbains, etc.), économiquement pertinents, accessibles et de haute qualité de service
- ✓ **Considérer la place incontournable de la route** en garantissant une circulation confortable et sûre et des services adaptés à la desserte des différents territoires

↓

10 actions clés

10 clés pour une mobilité durable

1. Fret ferroviaire, transport combiné: concentrer les efforts (régénération et investissements neufs) sur les axes majeurs et les grands ports

- Dégager des sillons fret de qualité sur le réseau existant régénéré et récupérer la capacité libérée par les LGV
- Réaliser des aménagements facilitant l'insertion dans les grandes agglomérations ou leur évitement, et des LGV mixtes
- Programmer un CIACT portuaire avant fin 2009 (dont desserte ferroviaire des ports maritimes et de leur hinterland)
- Bâtir un schéma national des plates-formes de transport combiné

1€ sur le réseau à priorité fret = **1€** sur le réseau à grande vitesse (hors PPP)

soit part Etat (hors régénération) **: 500 M€/an** (AFITF)

10 clés pour une mobilité durable

2. Permettre au transport fluvial à grand gabarit de participer pleinement au report modal

- Aménager la liaison Seine-Nord-Europe et permettre le développement de ses équipements multimodaux
- Accélérer la rénovation du réseau magistral, notamment en y affectant les redevances hydroélectriques du Rhône et du Rhin versées à l'Etat, et en modernisant la gestion domaniale
- Conforter les ports fluviaux en renforçant leur vocation fluviale, encourager le développement des ports secs des grands ports

Part Etat : 240 M€/an
(AFITF et redevance hydroélectrique)

10 clés pour une mobilité durable

3. LGV: rapprocher les régions excentrées, positionner nos territoires dans un réseau de liaisons européennes et desservir nos grands aéroports

- Réaliser les 1 600 km de LGV qui peuvent être *achevés* avant 2025, en priorisant les liaisons européennes, les dessertes des régions peuplées excentrées et les dessertes aéroportuaires
- Réaliser également d'ici à 2025 2x400 km supplémentaires - cités au titre du fret ferroviaire (cf. action 1), et du maillage de lignes rapides intercités (cf. action 4)

Part moyenne Etat : 500 M€/an (AFITF), **hors PPP**

10 clés pour une mobilité durable

4. Régénérer et organiser progressivement un réseau complémentaire de services ferroviaires rapides intervilles

- Organiser les correspondances TGV-TRN-TER avec le cadencement des réseaux pour une meilleure qualité des services
- Moderniser les gares de correspondance avec une gestion renouvelée
- Combiner des éléments de LGV ou rapides et des adaptations de lignes classiques pour aménager des itinéraires rapides intervilles
- Elargir les compétences des autorités organisatrices de transport

1€ sur le réseau classique voyageurs = **1€ Etat** sur le réseau à grande vitesse, hors régénération

soit part Etat : 500 M€/an (AFITF)

10 clés pour une mobilité durable

5. Valoriser une circulation sûre et confortable sur le réseau routier national

- Aménager les grands axes internationaux dans les emprises existantes pour améliorer la fluidité
- Traiter les nœuds de congestion des traversées périurbaines (contournements)
- Maintenir les itinéraires interurbains rapides, avec mesures d'exploitation et aménagements de confort et de sécurité
- Mieux desservir les territoires encore isolés : aménagements de capacité, de confort, de sécurité

Part Etat : 500 M€/an (AFITF, concessions)

10 clés pour une mobilité durable

6. Renforcer les liens entre urbanisme, mobilité et réseaux de transports collectifs

- Soutenir les investissements de transports collectifs urbains et d'intermodalité des réseaux (notamment TSCP rapides et directs pour les liaisons aéroports/centre ville)
- Conditionner les développements de l'urbanisation aux extensions de transports en commun en site propre
- Développer des chaînes intermodales de transport, pour les marchandises (distribution urbaine) et pour les voyageurs (gares et points d'échange)
- Améliorer les moyens de gouvernance des collectivités territoriales en matière de mobilité et d'urbanisme, dépénaliser les contraventions de stationnement

Part Etat : 200 M€/an (AFITF)

10 clés pour une mobilité durable

7. Développer des services de mobilité pour les 40 % de Français vivant dans des territoires à faible densité

- Susciter des schémas locaux de développement des transports à la demande, du covoiturage, des services de rabattement vers les gares
- Lever les obstacles juridiques, mettre en œuvre des mesures fiscales incitatives et délivrer les subventions de démarrage aux expérimentations
- Adapter la législation et la directive OSP européenne

Part Etat : 20 M€/an

10 clés pour une mobilité durable

8. Soutenir la recherche et la diffusion de l'innovation technologique pour des transports intelligents et propres

- Développer des outils de gestion du trafic routier et d'information multimodale des usagers
- Développer les services aux usagers et clients liés à Galiléo
- Rattraper le retard français en matière d'interopérabilité des réseaux ferroviaires européens,
- Soutenir le développement des innovations (véhicules, carburants), des services à haute performance (autocars interrégionaux, poids lourds électriques…) et des TIC (interopérabilité des réseaux, services en gare…), inciter aux expérimentations commerciales

Part Etat : 20 M€/an

10 clés pour une mobilité durable

9. Offrir du service « porte à porte » en organisant l'interconnexion des réseaux de transport

- Soutenir le développement des systèmes d'information et des titres de transport intégrés entre autorités organisatrices des transports et exploitants, prenant en compte correspondances, trajets terminaux et transport des bagages de porte à porte
- Donner aux autorités organisatrices de transport les compétences pour coordonner et aménager des « continuum » de modes de transport

Part Etat : 20 M€/an

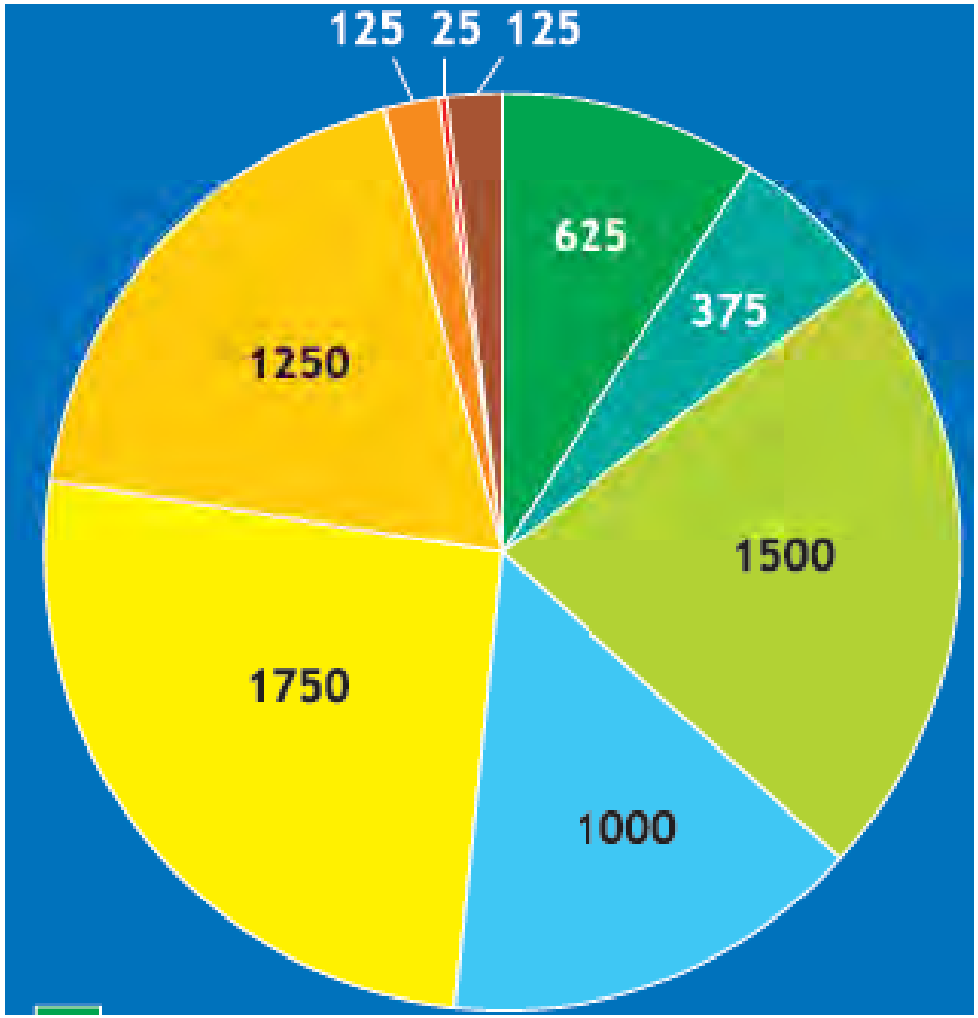
10 clés pour une mobilité durable

10. Lier durablement les choix de développement aux financements mobilisables

- En répartissant l'effort entre tous les bénéficiaires :
  - ✓ Etat (AFITF) et collectivités territoriales ;
  - ✓ usagers (écotaxe poids lourds, péages urbains, tarifs TC…)
  - ✓ bénéficiaires des externalités positives (entreprises, propriétaires fonciers…)
  - ✓ fond privés (contrats de partenariat, fonds d'investissement…)
- Réguler les émissions de CO2 en développant certificats d'émission (loi Pope de 2005), écopastille, permis européens

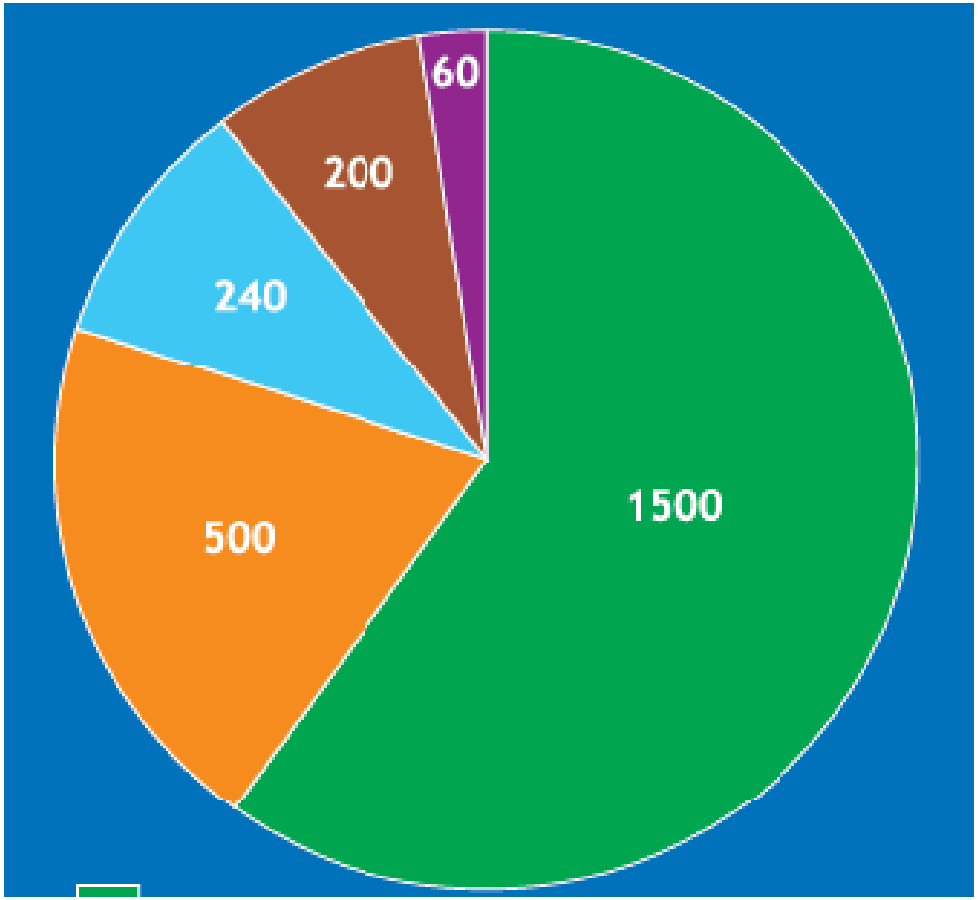
Investissements sur 20 ans : 120 Md€,
dont part Etat (AFITF) **: 50 Md€**

Total des investissements (en M€/an, tous contributeurs)



- Fret ferroviaire (clé n°1)
- Fluvial à grand gabarit (clé n°2)
- LGV (hors lignes fret) (clé n°3)
- Services ferroviaires rapides intervilles (clé n°4)
- Réseau routier national (clé n°5)
- Lien entre urbanisme et transports collectifs (clé n°6)
- Services de mobilité pour les territoires à faible densité (clé n°7)
- Diffusion de l'innovation technologique (clé n°8)
- Connexions interréseaux et services "porte à porte (clé n°9)

Répartition de la contribution de l'Etat (en M€/an)



Total/an : 2 500 Millions d'€

- Ferroviaire
- Route
- Fluvial
- Transports collectifs urbains
- Transports intelligents, territoires à faible densité, interconnexions des réseaux